

Sciences & éthique

ENVIRONNEMENT Les défenseurs de la cause animale souhaitent créer dans le code civil une catégorie à part pour les animaux

Le statut juridique de l'animal suscite le débat

Un colloque la semaine dernière, un manifeste signé de 24 intellectuels, une pétition en ligne et bientôt une nouvelle proposition de loi... Ces derniers temps, les initiatives des défenseurs de la cause animale se multiplient, avec un objectif prioritaire : faire évoluer le statut juridique de l'animal.

« Dans le code civil français, il n'y aucune différence entre une table et un animal », s'insurge la pétition lancée sur Internet par la Fondation 30 millions d'amis, qui a déjà recueilli 530 000 signatures. Si l'image est frappante, la réalité est un peu plus complexe. Le droit français dans son ensemble n'assimile pas l'animal à une chose. Ainsi, initiative majeure, le code rural qualifie depuis 1976 l'animal domestique d'« être vivant et sensible ». Son propriétaire est même censé le placer « dans des conditions compatibles avec les impératifs biologiques de son espèce ».

La répression envers les actes de cruauté infligés aux animaux domestiques ou en captivité a de son côté beaucoup progressé depuis la loi dite Grammont de 1850. Cette dernière ne punissait en effet les actes de cruauté commis envers les animaux que si ceux-ci avaient lieu en public, au nom de la protection de la sensibilité des témoins, pas de celle des animaux... Cette condition de « publicité » a été levée en 1959. À l'occasion de la réforme du code pénal de 1994, les dispositions relatives aux animaux ne figurent plus dans le chapitre des infractions contre les biens mais sont intégrées dans « autres crimes et délits ». « C'est une manière implicite de reconnaître la spécificité des animaux par rapport aux biens », assure David Lefranc, cofondateur avec la sénatrice Chantal Jouanno du laboratoire d'idées (think tank) Écolo-Éthik, qui a organisé vendredi dernier un colloque au Sénat sur « Nous et l'animal ».

Reste le code civil, qui regroupe l'ensemble des règles qui déterminent le statut des personnes, celui des biens et les relations entre les personnes privées. « Dans le code qui date de 1804, les animaux de compagnie, de rente ou les animaux sauvages détenus en captivité sont classés dans la catégorie des meubles », précise David Le-

Franc. Généré par cette classification, le législateur a supprimé en 1999 l'assimilation entre animaux et choses inanimées, sans pour autant reconnaître aux animaux un statut



PATRICE LATRON / LOOK AT SCIENCES

Souris blanches servant à mener, dans le cadre de la législation, une étude toxicologique.

particulier. « Cette réforme est le reflet d'un changement de mentalité (...) qui tient compte du désir d'un grand nombre de nos concitoyens de donner à l'animal la place qui doit être la sienne, avec la charge affective qui s'attache à l'animal et le sentiment de compassion qu'engendrent ses souffrances », note la magistrate Suzanne Antoinette, dans un rapport rendu au gouvernement en 2005.

Pour les défenseurs des animaux, ces avancées du droit restent cependant insuffisantes. « Les textes protecteurs des animaux seront inefficaces tant que ces derniers resteront symboliquement rangés dans la catégorie des biens », estime la philosophe Florence Burgat. « Nous souhaitons que l'animal soit reconnu comme un être sensible dans l'ensemble du droit français, y compris

dans le code civil », poursuit David Lefranc. Question de cohérence, selon lui, et de conformité avec le droit européen. « Le respect du bien-être des animaux en tant qu'êtres sensibles – notion qui va au-delà des seuls impératifs biologiques – est une des valeurs fondamentales de l'Union européenne, reprise en tant que telle dans le traité de fonctionnement de l'Union », rappelle David Lefranc.

Plusieurs initiatives visant à créer un statut particulier dans le code civil pour les animaux – entre la chose et la personne – ont pour le moment échoué. Dernière tentative en date, le projet d'avis présenté en mai 2012 au Conseil économique, social et environnemental (Cese) par le président de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), Alain Bougrain Dubourg, n'a même

pas été discuté. « Du jamais-vu au Cese, se souvient-il. Le tir de barrage des chasseurs, éleveurs et pêcheurs a été immédiat », regrette Alain Bougrain Dubourg. « À condition que les équilibres économiques soient pris en compte, nous sommes d'accord pour aller plus loin sur la question du bien-être animal, se défend pour sa part Étienne Gangneron, chargé de mission à la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles. Mais sur le droit de l'animal, il y a un risque de confusion. »

« Nous souhaitons que l'animal soit reconnu comme un être sensible dans l'ensemble du droit français, y compris dans le code civil. »

● ● ●

(Lire la suite page 14.)

► Le statut juridique de l'animal fait débat

(Suite de la page 13)

●●● De fait, la planète des défenseurs des animaux n'est pas uniforme, et les motivations pour défendre une évolution du droit sont diverses. La philosophe Florence Burgat ou les membres de l'association L214 s'inscrivent ainsi dans le mouvement ultraminoritaire des « abolitionnistes ». Leur objectif est de « libérer » les animaux. « *Il faut en terminer avec l'idée que les animaux sont des choses à notre disposition, qu'ils ont été créés pour l'homme, explique Florence Burgat. Dotés d'une sensibilité et d'une autonomie, ils sont sujets de leur propre vie.* » Toute exploitation animale – que ce soit pour se nourrir, se divertir ou même se vêtir – doit donc à terme être proscrite. Une conviction partagée par l'association L214, très active en France depuis cinq ans. « *Pour nous, la création d'un statut juridique de l'animal est une première pierre indispensable dans le long chemin pour la libération animale mais n'est pas une fin en soi* », affirme Brigitte Gothière, l'une des porte-parole de l'association.

Des positions extrêmes que ne partage ni la Fondation 30 millions d'amis ni Alain Bougrain Dubourg. « *Je ne pourrais pas un but caché qui serait d'interdire la chasse, l'élevage ou la pêche. Insiste le président de la LPO. Simplement, sur le plan des valeurs et des principes, je n'ai plus envie de lire dans le code civil que l'animal est une chose.* » « *Nous souhaitons faire évoluer les mentalités par cette mesure symbolique et faciliter ainsi l'application des textes protecteurs existants* », abonde Reha Huttin, la présidente de la Fondation 30 millions d'amis.

Pour David Lefranc, « *les positions abolitionnistes sont non seulement marginales mais contre-productives.* » « *C'est un chiffon rouge qui est utilisé pour bloquer toute avancée dans le domaine de la protection animale* », regrette-t-il, alors même que les élevages s'intensifient et que des animaux sont encore découpés vivants dans les abattoirs. À l'issue du colloque de vendredi dernier, Écolo-Éthik prévoit d'élaborer une proposition de loi « *équilibrée* » qui pourrait être déposée sur le bureau du Sénat ou de l'Assemblée nationale courant 2014.

EMMANUELLE RÉJU

REPÈRES

LA FRANCE, PAYS DES BÊTES

● **La France compte 63 millions d'animaux de compagnie**, selon la chambre syndicale des fabricants d'aliments pour animaux. Soit le record européen. Un foyer sur deux possède un chien, un chat, un poisson rouge ou un rongeur. Après les poissons (36 millions), les chats et les chiens arrivent en tête, avec respectivement 10 millions et 7 millions.

● **Selon le ministère de l'agriculture, le cheptel d'animaux d'élevage (bovins, porcs, moutons et chèvres) s'élève en France à 41,7 millions**. Le nombre de vaches atteint à lui seul plus de 19 millions, le maximum en Europe.



IMAGEBROKER / IMAGEBROKER / HEMIS.FR

Un chimpanzé, à qui on a peint une tache sur le front pendant qu'il dormait, va essayer de l'enlever après s'être regardé dans un miroir, suggérant par là qu'il a conscience de lui-même.

ENQUÊTE Que sait-on exactement de la sensibilité d'un animal à la douleur, l'un des critères qui feraient de lui un « être sensible » ?

Beaucoup d'espèces animales ressentent la douleur

« On rencontre, dans le monde animal, trois degrés de sensibilité aux influences négatives de l'environnement : la nociception, la douleur et la souffrance », expliquent l'éthologiste Dalia Bover (université Paris Ouest Nanterre) et le neurobiologiste Georges Chapouthier (CNRS) (1). Terme savant, la nociception (du latin nocere, nuire) permet d'éviter, de façon réflexe, les stimulations portant atteinte à l'intégrité physique de l'organisme (froid, chaud, pression, piqûre, coup, décharge électrique) et se traduit par des réponses de fuite ou de retrait d'une partie du corps.

La nociception existe chez la plupart des animaux, sauf des organismes simples comme le ver solitaire ou l'éponge, qui n'ont pas de système nerveux. La douleur, elle, apparaît chez tous les animaux qui possèdent dans leur cerveau un système limbique, manifestent, en même temps que la nociception, des réactions émotionnelles. La douleur concerne donc les vertébrés et certains invertébrés comme la pieuvre (céphalopode). Quant à la souffrance, on considère actuellement qu'elle existe chez les animaux possédant des fonctions cognitives principalement hébergées dans le cortex cérébral, et donc une certaine conscience de leur environnement.

Là encore, les êtres concernés sont les vertébrés et les céphalopodes, avec, pro-

bablement, un développement particulier pour les oiseaux et les mammifères, qui possèdent un cortex particulier, le néocortex.

Synthétique, cette classification pose tout de même quelques problèmes de définition ou de mesure expérimentale. Ainsi en est-il de la conscience. Après l'animal-machine dépourvu de conscience des post-cartésiens, on considère aujourd'hui deux niveaux de conscience.

La conscience de soi peut exister chez certains animaux comme le chimpanzé ou la pie.

La conscience d'environnement inclut les comportements relatifs à la recherche de nourriture, l'évitement d'une zone dangereuse ou bien encore la quête d'un partenaire sexuel. Elle est essentiellement étudiée au travers des observations éthologiques, en laboratoire ou sur le terrain, et se rencontre chez tous les vertébrés, ainsi que chez certains céphalopodes.

Le deuxième niveau, qui correspond à la conscience de soi, est, a priori, spécifique à l'homme. Toutefois, depuis peu, quelques arguments tendent à montrer qu'elle peut exister chez certains animaux comme le chimpanzé, le dauphin, l'éléphant et même la pie. L'expérience la plus simple pour

illustrer cette capacité intellectuelle est le « test du miroir » : un chimpanzé, à qui on a peint une tache sur le front pendant qu'il dormait, va essayer de l'enlever après s'être regardé dans un miroir, suggérant par là qu'il a conscience de lui-même. En revanche, soumis au même test, l'épinoche, un poisson, attaque le miroir, croyant avoir affaire à un congénère. Toutefois, ce test du miroir n'est peut-être pertinent que pour les animaux visuels.

La méthode expérimentale utilisée pour dépister la douleur est, elle aussi, délicate. « *L'observation du comportement est capitale, car elle peut être effectuée sans réaliser de mesures physiologiques (prises de sang), donc sans représenter elle-même une source de stress ou de douleur pour les animaux* », explique Georges Chapouthier.

Cependant, les comportements liés à la douleur ne sont pas toujours interprétés correctement, car ils varient pour chaque espèce et en fonction du type de douleur. Assurément, des expérimentations rigoureuses et une bonne connaissance des comportements habituels à chaque espèce sont donc indispensables pour identifier scientifiquement les sensations douloureuses ressenties par les animaux.

DENIS SERCENT

(1) *Souffrance animale, de la science au droit*, sous la direction de Thierry Aufferet van der Kemp et Martine Lachance, Éditions Yvon Blais (Canada), 2013.

ENTRETIEN P. ÉRIC CHARMETANT
Jésuite, philosophe, Centre Sèvres – Facultés jésuites de Paris

« L'être humain a une place spécifique dans la Création »

Le P. Éric Charmetant revient sur la place et la valeur accordées aux animaux.

Malgré l'évolution des connaissances sur les comportements animaux, qu'est-ce qui fait selon vous le propre de l'homme ?

P. Éric Charmetant : D'un point de vue théologique, l'être humain – qui peut entrer en communication avec Dieu – a une place spécifique dans la Création. De ce fait, il ne pourra jamais être considéré sur le même plan qu'un moustique ou un chimpanzé. Cela dit, cette supériorité relationnelle entraîne aussi une responsabilité particulière vis-à-vis des autres créatures vivantes.

Quel est sur ce point le positionnement de l'Église ?

E.C. : La question de l'animal n'est pas très centrale dans le magistère chrétien. La relation entre l'homme et l'animal n'est pas théorisée mais on peut trouver des éléments éparpillés dans la tradition biblique et la théologie. Il me semble que la Bible insiste beaucoup sur le lien de soutien mutuel entre l'homme et les animaux. Parfois, c'est l'homme qui aide l'animal, parfois c'est l'animal qui aide l'homme. Élie est sauvé par des corbeaux. Noé sauve un couple de chaque espèce. Les autres espèces vivantes peuvent aider l'homme à aller vers Dieu. On a souvent accusé la théologie chrétienne d'avoir chosifié le vivant en général, et l'animal en particulier. Je pense que c'est une vision erronée. Certes, Thomas d'Aquin place l'homme au sommet des créatures. Il en fait le maître des animaux, mais il dit aussi que les créatures sont conduites vers Dieu les unes par les autres.

Et si l'on s'en tient à la philosophie, où se trouve la limite entre l'homme et l'animal ?

E.C. : Les connaissances scientifiques sur les comportements animaux ont énormément évolué depuis les années 1950, au point que les frontières entre l'homme et l'animal apparaissent de plus en plus poreuses. Culture, tradition, innovation... autant de qualités qui ne sont plus l'apanage de la seule espèce humaine. Dès lors, il est difficile aujourd'hui d'isoler un concept qui serait le propre de l'homme. Mais il y a un faisceau

de différences et surtout une amplification, un « *davantage* » dans l'ensemble de ces qualités qui font sa spécificité. On la trouve notamment dans l'aspect cumulatif des connaissances et des techniques humaines.

De ce fait, diriez-vous qu'il y a une différence de nature ou de degré entre l'homme et l'animal ?

E.C. : Il s'agit d'une différence de degré... mais cette différence est très significative. Elle se traduit notamment dans cette capacité de l'être humain à vivre dans de très grands groupes, à être « *ultrasocial* », et même à pouvoir entrer en relation avec tous les animaux. La variabilité des comportements animaux individuels peut évoquer un début de liberté, mais l'homme est le seul à pouvoir changer à l'infini de points de vue et entrer dans la « *multiplicité perspective* » chère à Merleau-Ponty.

Que vous inspire le débat sur le statut juridique de l'animal ?

E.C. : Il reflète chez ses promoteurs le souci de mieux traiter les animaux, de limiter leurs souffrances dans un monde industrialisé où elles se sont multipliées. Rien ne justifie selon moi de maltraiter des animaux et je ne vois pas ce qui, dans la pensée chrétienne, pourrait justifier la cruauté vis-à-vis d'eux. La conscience humaine progresse. La vieillesse choque aujourd'hui, quand elle ne choquait guère hier. Darwin lui-même ne voulait pas son interdiction. J'ajoute que bien traiter les animaux n'enlève rien au souci que l'on se fait des êtres humains. Au contraire. Kant soulignait que la violence et la cruauté envers l'animal affaiblissaient la moralité dans les relations avec les autres hommes.

Reste la question de la valeur accordée aux animaux. Certains vont jusqu'à évoquer une « *valeur intrinsèque* » de tout être vivant. Attention cependant à ne plus faire de distinction entre toute forme de vie. Si l'on applique jusqu'au bout cette vision d'égalitarisme « *biocentrique* », on risque de mettre sur le même plan la vie d'un moustique, d'un chimpanzé et d'un être humain. Ce qui serait vraiment problématique.

RECUEILLI PAR EMMAUELLE RÉU

POUR ALLER PLUS LOIN :

lire « L'homme et l'animalité – Une frontière à discerner », Christus, janvier 2014.

SCIENCES Alors que les aliments industriels sont de plus en plus sûrs, il y a de plus en plus de peurs alimentaires

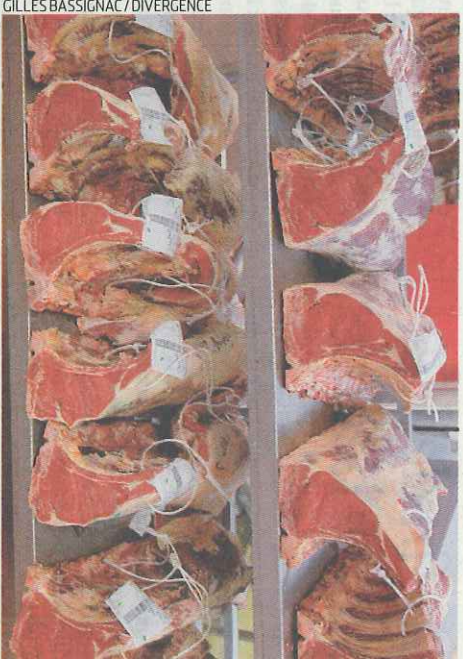
La perception paradoxale des risques alimentaires par le public

Lors de la journée scientifique organisée le 28 janvier par le Fonds français pour l'alimentation et la santé sur « *le risque en toxicologie alimentaire* », plusieurs intervenants, toxicologues, nutritionnistes, sociologues, économistes, sont revenus sur la perception des risques alimentaires par le public (1). « Depuis quelques décennies en effet est apparu un paradoxe de la modernité alimentaire, rappelle Jocelyn Raude, sociologue. Un paradoxe qui tient à deux phénomènes contradictoires : d'une part l'amélioration continue et incontestable de l'état de santé des populations, au moins dans les pays développés, et d'autre part une inquiétude croissante par rapport aux risques d'intoxication potentiels liés à l'alimentation moderne », poursuit le professeur à l'École des hautes études en santé publique de Rennes et à l'université de Montréal.

Des données d'enquêtes récentes montrent en effet qu'une majorité de nos citoyens considèrent

Nous vivons dans un monde de moins en moins risqué, mais de plus en plus incertain.

que les risques pour la santé sont aujourd'hui plus élevés qu'ils ne l'étaient par le passé. Reprenant les travaux de Dan Kahan, professeur de droit et de psychologie à l'université Yale, Jocelyn Raude explique cet état de fait par l'existence de déficits d'information scientifique, d'un innombrisme (manque de maîtrise des nombres et de l'arithmétique), d'un manque de culture critique et d'un recours à la simplification. Sociologiquement parlant, « les adeptes de l'alimentation biologique ou les opposants à l'utilisation massive de la chimie en agriculture ne sont pas majoritairement issus des milieux populaires, mais des élites sociales, explique Jocelyn Raude. Ainsi observe-t-on aujourd'hui une corrélation positive entre le niveau d'étude et la peur de l'intoxication », poursuit-il.



GILLES BASSIGNAC / DIVERGENCE

Étal de viande à Rungis, le plus grand marché du monde.

Comment expliquer ce paradoxe ? Nous vivons dans un monde de moins en moins risqué, mais de plus en plus incertain, disent les sociologues. En clair, alors que la technique est aujourd'hui capable de détecter la moindre trace (qui n'est pas forcément toxique, car, globalement, c'est la dose qui fait le poison), un certain flou s'est progressivement mis en place, dû à la compétition exacerbée entre scientifiques pour l'accès à des ressources financières ou au prestige, « *ce qui facilite l'émergence de discours et d'experts dissidents généralement alarmistes, comme la rappelle récemment l'affaire Seralini, ou au contraire excessivement sceptiques* ». Ce contexte d'incertitude sanitaire favorise la multiplication des alertes relatives à des « *signaux faibles de risque* », qui sont alors relayés et amplifiés par les médias et les réseaux électroniques. Comme l'avait noté Paul Slovic, professeur de psychologie à l'université de l'Oregon, dès les années 1980, « *la méfiance et le doute sont structurellement consubstantiels de la démocratisation sanitaire des sociétés développées* ».

DENIS SERGEN

(1) Créé en 2008, ce fonds rassemble des scientifiques (Inra Inserm) et des industriels (Danone, Lesteur, Ania).

LIVRE

Requins, au-delà du malentendu

Robert Calcaïno, éditions du Rocher, 143 p., 19,90 €
La Réunion, l'Australie, la Chine, dans tous ces endroits les requins sont d'actualité. Robert Calcaïno, directeur de l'Institut océanographique, plongeur confirmé et ancien ministre de l'environnement de la principauté de Monaco, n'a pas attendu ces événements pour prendre leur défense. Dans cet ouvrage pondéré, bien écrit et illustré de schémas très pédagogiques, on apprend l'essentiel sur ce « roi de la mer » aujourd'hui menacé (90 %

BELIN



Requins, de la préhistoire à nos jours

Gilles Cuny, Belin, 224 p., 27,90 €.

Complémentaire du précédent, ce livre d'un paléontologue français, conservateur au Musée géologique du Copenhague, attire l'œil par la nombre et la qualité des « dessins d'artiste » d'Alain Bénéteau. En effet, la majorité de ce document étant consacrée à l'histoire évolutive, l'auteur et le dessinateur ont dû parfois extrapoler l'aspect de ancêtres des requins à partir des os et des dents mis au jour. Cet exercice, qui, sans doute, fâche certains collègues paléontologues, a le mérite de donner une image plausible de l'univers de ces poissons cartilagineux, qui, mine de rien ont survécu à pas moins de quatre grandes crises biologiques. Une « résilience » exemplaire comme le remarque le paléontologue Philipp Janvier dans la préface.

DENIS SERGEN

Retrouvez les cahiers Sciences & éthique sur www.la-croix.com.